La reprise économique dans le canton de Morez en 1948 et l'influence du plan Marshall

Conférence donnée par Marie-Paule Renaud à la mairie de Morez, salle Jean-Monnet, le 29 octobre 2016



Figure 1 Paris, place de la Concorde "En commémoration du 50° anniversaire du plan Marshall, administré ici à l'hôtel Talleyrand entre 1947 et 1952, contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos" Club américain de Paris, 12 décembre 1997 (cliché MP Renaud).

Cette conférence est le troisième volet d'un triptyque consacré à l'histoire industrielle du canton du Morez au XX^e siècle ; nous avons déjà traité de la crise de 29 puis de l'activité économique pendant l'occupation allemande.

En étudiant aujourd'hui l'après-guerre et la reprise de 1948, s'offre à nous une période de 20 années de récession aux causes multiples. Nous avons vu que la crise de 29 a moins affecté la lunetterie que l'horlogerie, et la région de Morez a été relativement épargnée par le chômage, comparée aux autres villes du Jura, Saint-Claude en particulier qui comptait 800 chômeurs en 1936 et qui ne s'est jamais tout à fait relevé de cette crise.



Figure 2 Le Pays comtois. 1937

Pendant l'Occupation, en zones occupée et interdite, le pillage de l'industrie au profit de l'Allemagne est planifié. Les usines sont classées selon leur degré d'intérêt pour l'économie de guerre allemande. Quasiment toute la production horlogère de la montre du département du Doubs est affectée à l'Allemagne. Les industries du Haut-Jura ne sont pas jugées prioritaires mais la population sera davantage éprouvée par le STO.



Figure 3 La France horlogère, décembre 1945

La situation économique au lendemain de la guerre

Malgré la publicité optimiste de Louis Girod, et bien que le Haut-Jura ait été libéré à l'automne 44, l'année 1945 est à considérer comme une année de guerre. Les combats se déplacent sur l'Alsace puis l'Allemagne. Plus d'un million et demi de Français, libérés, les uns par les Américains et les autres par les Soviétiques, rentrent dans le cours de l'année; on organise des accueils de fortune pour recevoir cette population au bord de l'épuisement.

Le premier recensement de la population après-guerre, réalisé en janvier 1947, donne pour la France entière 40 517 923 habitants, soit 1 389 123 de moins qu'en 1936. Entre 1846 et 1946, le Jura a perdu 100 000 habitants (de 315 000 à 216 386), le canton de Morez a perdu 500 habitants entre 1936 et 1954.¹

À cette faiblesse démographique, s'ajoute la faiblesse économique de la France depuis la Grande Guerre. En 1938, le pouvoir d'achat de l'ouvrier n'est pas supérieur à celui de 1913. À la Libération, l'objectif affiché est de rattraper le niveau de 1938 puis de le dépasser, bien que la population française active ait baissé à la fin de la guerre de trois millions d'habitants et ne représente que 33% de la population totale.

Fin 1944, la production d'acier et de fonte est presque nulle, celle de charbon est passée de cinq à un million de tonnes ; gares, ponts, canaux, matériel de transport sont en grande partie détruits. En novembre, les États-Unis débloquent un crédit d'urgence de 225 millions de dollars, puis, en février 45, Jean Monnet obtient à nouveau 1,6 milliard de dollars en matières premières et denrées alimentaires, et 900 millions de dollars de biens d'équipement.

Depuis la fin de la guerre, la France vit d'emprunts américains, elle a emprunté 1 200 millions de dollars à l'Export-Import Bank, ainsi qu'à la Banque internationale, au FMI; elle reçoit aussi des stocks américains. Trois ans après la fin de la guerre, la situation financière est toujours aussi dramatique. De juillet 45 à juin 47, 16 pays occidentaux ont reçu près de dix milliards de dollars d'aides américaines.²

Par l'accord Blum-Byrnes, les États-Unis effacent la dette de guerre de la France et versent une aide de 650 millions de dollars. Fin 1945, le Canada ouvre un crédit à la France de 550 millions de dollars. Cependant le franc est dévalué de 66% et les cartes de pain sont rétablies.

La guerre d'Indochine s'ouvre dès novembre 1946 ; elle va absorber la plus grande partie du plan Marshall.

Jean Monnet et le Commissariat général au Plan

Jean Monnet va être le grand argentier de cette période mise sous perfusion américaine. Déjà, en 1938, Daladier l'avait envoyé aux États-Unis négocier la livraison d'avions de guerre. Son expérience est donc ancienne. Au moment de la débâcle, Jean Monnet s'était réfugié en Angleterre avant de gagner les États-Unis. Il entre en 1943 au Comité français de Libération nationale auprès de Giraud puis De Gaulle, où il est commissaire à l'Armement, l'Approvisionnement et la Reconstruction. Il négocie avec les Américains des accords de prêt bail jusqu'en 1945.

Le général De Gaulle fait entrer Jean Monnet à la direction du Commissariat général au Plan, créé le 21 décembre 1945 sur une proposition du même Jean Monnet³.

Sous la tutelle du Conseil supérieur du plan et d'un comité interministériel, le Commissariat général au plan anime et coordonne 24 commissions de modernisation. Le Plan

¹ Pierre Girardon-Claudon, *Analyse économique du département du Jura*, 1957, université de Dijon.

² Bertrand de Jouvenel, *L'Amérique en Europe. Le plan Marshall et la coopération intercontinentale*, Paris, Plon, 1948, p.26 et note p.63.

³ Henry Coston, *Les financiers qui mènent le monde. La haute banque et les trusts*, diff. La librairie française, 1958, p.161-162.

Monnet, établi pour les années 1947-51, a pour objectif de retrouver le niveau industriel de 1929 et donne la priorité de reconstruction aux secteurs du charbon, électricité, sidérurgie, ciment, machines agricoles et transports (avec d'importantes nationalisations à la clé). L'industrie manufacturière est pour l'heure sacrifiée.

Puis le Plan sera prolongé pour coïncider avec les aides du plan Marshall⁴. Dans le domaine agricole, par exemple, 165 000 tracteurs seront importés d'Amérique jusqu'en 1952; les aides du plan Marshall à l'agriculture permettent en particulier la fabrication à Bonlieu par la maison Chauvin d'un petit tracteur appelé Chauvin-Marshall⁵.

Le plan Marshall de 1947

Les espérances nées à la Libération sont en passe d'être déçues. Depuis septembre 1944, le contrôle des prix et des salaires, le rationnement alimentaire ont été établis sous le ministère de Pierre Mendès-France, et la semaine de travail est passée à 48 heures.



Figure 4 La France horlogère, octobre 1947

En 1947, le revenu ouvrier moyen est inférieur de moitié à celui d'avant-guerre. Des marches pour le pain sont organisées dans les grandes villes. Le gouvernement fixe en mars 1947 un salaire minimum vital et la ration de pain quotidienne est réduite à 250 g le 1^{er} mai. Pendant toute cette année 1947, partout des grèves éclatent ; en novembre, le pays paralysé reçoit alors des États-Unis une « aide intérimaire d'urgence⁶ ».

⁴ Michelle Zancarini-Fournel, Christian Delacroix, La France du temps présent, 1945-2005, Belin, 2014, p.34-35.

⁵ Information de M. Michel Marchand.

⁶ Journal de la France et des Français, chronologie politique, culturelle et religieuse de Clovis à 2000, Gallimard, 2001.

La grande sècheresse de 1947, les élections cantonales, les grèves, la chute du gouvernement Ramadier, l'éviction des ministres communistes, les élections en Italie d'avril 1948 (où l'on craint l'influence communiste), puis la mainmise de l'URSS sur la Tchécoslovaquie et la Finlande en février 1948, précipitent le mouvement, et l'Amérique vote le 2 avril 1948 une affectation immédiate de un milliard de dollars. Au général George Marshall qui présente à l'université d'Havard son plan de reconstruction européenne, le Commissariat au plan lui fait connaître ses besoins évalués à 4 000 milliards de francs.

Profitant de l'opportunité de ce plan d'aide dit plan Marshall, le gouvernement crée le 7 janvier 1948 un fonds de modernisation et d'équipement destiné aux entreprises. Le 24 janvier, le franc est dévalué de 80%. Le Congrès américain vote le 20 juin 1948 les crédits du plan Marshall dont 20% sont destinés à la France. En échange, celle-ci doit accepter la rétrocession à l'Allemagne du bassin industriel de la Ruhr.



Figure 5 La France horlogère, décembre 1947

On ne vise pas encore à rattraper le niveau de vie moyen de 1938⁷. Mais ce programme oblige les pays bénéficiaires à travailler ardemment à leur redressement ; la proportion de biens de consommation donnés en secours aux États doit diminuer au profit des biens d'investissement. Le haut-commissariat au Ravitaillement est supprimé en novembre 1949. L'équipe de Jean Monnet s'installe dans un splendide hôtel particulier rue Martignac⁸.

Pendant l'été 1947, deux cents sénateurs américains, soit le quart du Congrès! viennent visiter des entreprises européennes, dont Peugeot à Sochaux. Ils se sont constitués en comité d'étude dirigé par le sénateur Christian A. Herter, d'origine française, on l'appellera la Commission Herter.

Ce comité conclut que les pays européens ne souffrent pas seulement d'une sévère pénurie de vivres mais aussi d'une fatigue morale et physique dues aux privations de la guerre. Néanmoins, ces experts pointent du doigt la faible productivité des ouvriers français⁹. Ces

⁷ Marcel Marantz, Le plan Marshall, succès ou faillite? Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1950, p.21.

⁸ Philip Nord, *Le New Deal français*, Perrin, 2016.

⁹ Régis Boulat, *Jean Fourastié, un expert en productivité. La modernisation de la France (années trente – années cinquante)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2008, p.194.

visites sont plus ou moins bien reçues par les industriels français qui veulent préserver le secret des affaires

Désormais, le maître-mot des Américains comme de Jean Monnet sera « productivité ». Les notes de conjoncture mensuelles de la préfecture du Jura et de la Banque de France nous permettent de suivre l'actualité industrielle locale ¹⁰.

Conséquences du plan Marshall sur l'industrie morézienne

La première conséquence du plan Marshall est le retour de l'Allemagne comme principal concurrent des horlogers et lunetiers de Morez sur le marché européen. Les Allemands domineront le marché des pays du Benelux dès 1950.



Figure 6 La France horlogère, novembre 1947

40% de la production lunetière est exportée. « L'Allemagne reprend rapidement sa place dans le concert européen, note la Banque de France en décembre 1951. En lunetterie comme en beaucoup d'autres choses d'ailleurs, nous la trouvons à nouveau sur tous les marchés mondiaux » « La concurrence allemande se fait chaque jour plus redoutable. Les usines de ce pays, détruites en partie pendant la guerre, ont été reconstruites depuis, à l'aide de capitaux américains, dotées d'un outillage moderne » (note BdF novembre 1951).

Le tiers de la production de Morez et Morbier en horlogerie va à l'export ; « Malgré ces difficultés, note la Banque de France en juillet 1951, les deux maisons les plus importantes travaillent à plein [c'est-à-dire Romanet FFR et Odo] et l'une d'elles prévoit l'extension de ses usines dès que ses possibilités financières le lui permettront ».

La deuxième conséquence du plan Marshall, la recherche de la productivité, est l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail pour les ouvriers : 48 heures et plus avec les heures supplémentaires. La Banque de France note en mai 1951 que l'augmentation globale de production est plus imputable à l'utilisation presque généralisée des heures supplémentaires qu'à une amélioration de la productivité¹¹.

L'inflation galopante mange l'augmentation des salaires qui est de 24,50% en 1951. À Bois-d'Amont, des ouvrières employées chez les fabricants de boîtes préfèrent aller travailler

¹⁰ AD Jura 23W1 et 23W2.

¹¹ AD Jura 2ETP18 et 2ETP19.

en Suisse chez des fabricants d'horlogerie (février 1951). Comme parade à l'inflation, Jean Monnet préconise l'augmentation de la production à un rythme supérieur à celui des salaires.



Figure 7 La France horlogère, mars 1948

En lunetterie, 1 500 ouvriers travaillent à Morez, et 300 dans les villages alentours ; 500 autres trouveraient du travail si la question du logement n'était restée « insoluble jusqu'à aujourd'hui », note la Banque de France. Un plan de construction de 60 logements a bien été adopté, mais les fonds manquent (juin 1951).

La situation des travailleurs à domicile est mal connue. Dans un rapport adressé au préfet le 27 mai 1952, le directeur départemental du Travail rappelle que les commissions prévues avant-guerre et relancées en 1947 pour étudier le travail à domicile, et faire en sorte que les ouvriers à domicile aient des revenus équivalents à ceux travaillant en atelier, ces commissions ne se sont jamais réunies. La direction départementale du Travail présente les rares données chiffrées que nous connaissons 12.

En lunetterie, elle recense 1 400 ouvriers en atelier, dont 625 hommes et 775 femmes ; à domicile, 250. Le montage de charnières, de verres en série, le cousage de lunettes de protection est payé en atelier 81 F l'heure (O.S. 1) et le montage de verres avec plaçage et polissage, 91 F (O.P. 1).

En horlogerie : 450 ouvriers travaillent en atelier et une centaine à domicile. Les emplois sont classés O.S. 1 et O.S. 2 pour un salaire horaire respectivement de 81 F et 85 F en atelier. Les salaires à domicile ne sont pas précisés.

Chez les lapidaires, le nombre d'ouvriers à domicile n'est pas connu exactement mais estimé à plus d'un millier (région de Saint-Claude essentiellement). Beaucoup ont une activité mi agricole, mi industrielle. « Les salaires payés aux ouvriers à domicile sont marqués d'une telle instabilité qu'il est pratiquement impossible de connaître la situation nette de ce secteur ». La direction du Travail ajoute : « Alors que la mécanisation a fait un grand pas dans les ateliers, les conditions de travail sont demeurées à l'état ancien dans la plupart des ateliers familiaux qu'il nous a été permis de contrôler au cours des visites ».

¹² AD Jura 7W147.



Figure 8 La France horlogère, septembre 1947

Autre conséquence du plan Marshall sur notre industrie horlogère et lunetière : le renchérissement des matières premières.

Le contingentement pour les métaux étant supprimé, l'approvisionnement en maillechort, acier et doublé pour Morez est satisfaisant, mais pas celui des métaux non ferreux. (note B. de F. mai 1951) ¹³; le prix du bois augmente de 50% en 1951, ce qui ne peut qu'handicaper l'ébénisterie et la tabletterie; l'horlogerie manque de laiton, elle doit acheter audessus du cours normal (130 F de plus par kilo) et payer comptant. La lunetterie a besoin de 20 tonnes par mois de rhodoïd livré par Rhône Poulenc mais celle-ci ne peut en livrer que 10 à 12 tonnes.

La Banque de France déplore que les promesses gouvernementales faites fin mai 1950 par M. Edgar Faure pour des allègements de charges aux entreprises exportatrices sont restées lettre morte. L'Angleterre, qui était un très bon client pour Morez avant-guerre, fabrique et exporte désormais ses propres lunettes. L'Angleterre frappe ses importations de droits de douane de 33 à 50%, alors que les nôtres se réduisent à mesure des dévaluations du franc. Colonies et Indochine restent nos meilleurs débouchés, mais pour combien de temps ?

Les pressions américaines pour une augmentation de la productivité amènent le Sénat américain à voter le 3 juin 1952 une aide spécifique à l'Europe de cent millions de dollars pour l'achat de matières premières et d'équipements. Pour la gestion et la répartition de ces fonds, la France crée un Commissariat général à la productivité qui a le tort, selon certains observateurs, de doubler inutilement le Plan et les directions techniques du ministère de l'Industrie et du Commerce¹⁴.

Antoine Pinay, président du Conseil, tente de réduire l'inflation galopante en faisant pression sur les prix au détail et sur les salaires. L'effet déflationniste qui en résulte est aggravé par la récession mondiale de l'année 1952. Pour préparer le budget de l'année 1953, grevé par la guerre d'Indochine, Antoine Pinay demande aux Américains une aide de 650 millions de

-

¹³ AD Jura 2ETP18 et 2ETP19.

¹⁴ Régis Boulat, *Jean Fourastié*, op. cit. p.367 et 375.

dollars. Washington n'est prêt à en accorder que 525 et accompagne son geste d'une note critique sur la politique française, ingérence que Pinay dénonce publiquement¹⁵.



Figure 9 La France horlogère, décembre 1950

Le sous-préfet de Saint-Claude écrit en janvier 1952 au préfet du Jura : « La crise industrielle qui sévit à Saint-Claude fait tache d'huile et la situation qui jusqu'à présent était satisfaisante à Morez tend à se modifier dans un sens défavorable. L'industrie de la lunette, faute de commandes, paraît la plus touchée. Les lunetiers sont sur le point de ramener la semaine de travail de 48 à 40 heures. La SITAR qui est une fabrique d'articles d'électricité vient de licencier neuf ouvriers et applique dès à présent la semaine de 40 heures ». Le préfet transmet aussitôt l'information au ministre de l'Industrie et de l'Énergie en précisant que la hausse des matières premières et des salaires est la cause du marasme : les industriels de Morez doivent supporter plus 50% pour le maillechort, plus 60% pour le laiton, plus 45% pour l'aluminium, plus 60% pour le plastique, et plus 28% en moyenne d'augmentation des salaires 16.

Les États-Unis voient dans la modernisation des économies européennes qu'ils subventionnent massivement des marchés pour leurs propres industries qu'ils protègent par des droits de douane élevés. Ce n'est pas le moindre des paradoxes, pour ne pas dire le double langage adopté.

En 1952, les fabricants de pipes de Saint-Claude qui se sont réunis au sein d'un groupement, l'UMPAC, demandent un crédit de 60 millions de francs pour organiser leurs exportations vers les USA et ouvrir un comptoir à New-York. Ils souffrent en effet que « les marchés se sont fermés les uns après les autres à partir de 1940 ». Ils se heurtent à la lenteur administrative, la COFACE ne cessant de solliciter des renseignements et des pièces complémentaires, ils se heurtent à l'offensive des fabricants de pipes américains, les États-Unis venant d'augmenter les droits de douane pour les importateurs.

¹⁵ Christiane Rimbaud, *Pinay*, Paris, France Loisirs/Perrin, 1990, p.231 et247.

¹⁶ AD Jura 7W118.

L'affaire remonte jusqu'à l'ambassade de France à Washington. Mais les industriels de Saint-Claude jettent l'éponge, faisant savoir au sous-préfet que les exigences du pool bancaire étaient « exorbitantes et onéreuses » (stock permanent d'une valeur équivalente au montant de l'emprunt, hypothèque de premier rang, etc)¹⁷. Les diamantaires connaissent également des difficultés à l'export.¹⁸



Figure 10 La France horlogère, décembre 1950

En 1954, grâce à Jacques Duhamel, directeur du Centre national du Commerce extérieur, la Chambre de commerce et d'industrie du Jura tente de développer ses services d'aide à l'exportation. 19

Dans une note de conjoncture de la préfecture de janvier 1954²⁰, il est pointé diverses difficultés dans le développement du commerce international pour les industriels du canton :

« Certains lunetiers, interrogés sur les possibilités d'exportation vers les pays de l'Est européen, estiment que les délais de réponse sont trop longs pour pouvoir prendre des engagements de prix fermes. Ils signalent également la lenteur du rapatriement des fonds. Il est possible que la procédure actuelle des échanges ne donne pas entière satisfaction et puisse recevoir quelques améliorations, juge le préfet. Mais l'esprit commercial des lunetiers gagnerait aussi à être plus développé et, sur ce point particulier, les efforts sont à faire bien que, d'une façon générale, l'industriel morézien est meilleur commerçant que celui de Saint-Claude. »

Le préfet, après avoir mentionné les méthodes commerciales déloyales que les maîtres pipiers subissent toujours dans leurs exportations aux pays du Levant et aux États-Unis, conclue :

« D'une façon générale, les industriels jurassiens, dont l'habilité est incontestée, restent trop individualistes, au détriment du développement de leurs entreprises. Si une concentration trop grande de celles-ci n'est pas tellement souhaitable, ne serait-ce que pour des raisons sociales, il paraît utile de favoriser la constitution de groupements de fabricants, surtout en vue de l'exportation. Une formule juridique serait à trouver, qui laisserait à chaque entreprise son

¹⁷ AD Jura 7W117.

¹⁸ AD Jura 7W118.

¹⁹ Yves Buathier, *Chambre de commerce et d'industrie du Jura. Cent ans d'histoire, 1885-1985*, Lons-le-Saunier, C.C.I.J., 1985

²⁰ AD Jura 23W1.

autonomie et son implantation actuelle, mais qui permettrait au groupement de répartir les fabrications, dans le genre du groupement DIAMO pour la lunetterie ».

D'autres groupements envisagés dans les autres secteurs économiques du Haut-Jura : tabletterie, tournerie, boîtes à fromages, scieries furent des échecs, comme échouèrent aussi plusieurs tentatives de groupement chez les fabricants de montre du Doubs.²¹



Figure 11 *La France horlogère*, octobre 1951

Bien que Jean Monnet ait essayé de mettre la main sur la manne financière américaine, c'est le ministère du Budget qui tenait les cordons de la bourse. Le commissariat général à la Productivité créé, comme nous l'avons dit, en 1952, affecte la moitié des crédits à des prêts aux entreprises et le reste en subventions à des programmes professionnels, syndicaux et une foultitude d'organismes de recherche créés à cette occasion comme le Comité d'action pour le développement de l'intéressement du personnel à la productivité des entreprises ou le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, donc de l'argent détourné dans des bureaucraties diverses, mal bien français.

En ce qui concerne les prêts, les entreprises candidates, qui ne sont pas rebutées par les arcanes administratives, devaient établir un dossier en cinq exemplaires (deux pour le ministère de tutelle, trois pour le Commissariat général à la productivité), le bénéficiaire s'engageant à améliorer sa productivité, à affecter une partie des gains produits à l'abaissement du prix de vente, ainsi qu'à une prime d'intéressement pour le personnel. Les demandes étaient étudiées par le Comité des prêts de productivité, après examen par la section spécialisée du Comité de direction du Fonds de développement économique et social²². Les dossiers retenus étaient examinés ensuite par les organismes bancaires qui délivraient les prêts, c'est-à-dire le Crédit national, ou la Caisse centrale de crédit hôtelier commercial et industriel, la Caisse centrale de crédit coopératif ou la Caisse nationale de crédit agricole pour l'agriculture.

_

²¹ Yves Buathier, *Chambre de commerce op. cit.* p.118-119.

²² Régis Boulat, *Jean Fourastié*, op. cit. p.388-389.



Figure 12 La France horlogère, février 1952

Pendant l'année 1954, la Commission se dit submergée de dossiers qu'elle juge souvent médiocres : sur 224 demandes, 119 sont rejetées. Entre avril 1955 et mars 1956, sur 593 demandes, 148 prêts sont accordés seulement, pour moitié par le Crédit national qui exige une hypothèque de premier rang, le reste par le Crédit hôtelier ; 14 prêts sont accordés en mécanique de précision pour la France entière ; le montant total s'élève modestement à 264 millions de francs²³, ce qui montre que l'industrie de transformation a été le parent pauvre de cette politique de relance.

En 1954, les établissements Marcel Cuinet à Champagnole, fabricant de cabinets d'horloges, connaissent une baisse importante d'activité et se reconvertissent dans la fabrique de buffets de cuisine. Marcel Cuinet demande un crédit de 13 000 F pour agrandir ses bâtiments, acheter des machines et du matériel de manutention. Les archives de la préfecture contiennent diverses affaires instruites dans le domaine de la reconversion et l'aide aux entreprises qui font l'objet d'un volumineux courrier avec la Chambre de commerce et d'industrie et le ministère mais l'aboutissement de ces dossiers n'est pas mentionné²⁴.

Les horlogers ont poursuivi leur développement en améliorant le travail en série et en adaptant leur production aux évolutions techniques et au goût de la clientèle.

²³ Régis Boulat, *Jean Fourastié*, op. cit. p.391.

²⁴ AD Jura 7W116 « Reconversion, décentralisations industrielles, affaires instruites ».

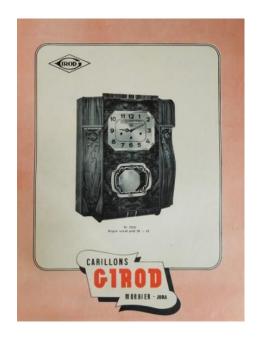


Figure 13 La France horlogère, mai 1952

Malgré une publicité intense, la désaffection du public pour les carillons se poursuit, les fabricants se tournent vers les petites pendules décoratives mécaniques puis électriques. Les débouchés belges, luxembourgeois et hollandais sont en passe d'être perdus au profit de la concurrence allemande et de la petite horloge de la Forêt Noire. Le carillon, qui s'est jusque-là bien vendu dans le nord de la France, commence à être concurrencé par le téléviseur. Les établissements Louis Girod à Morbier déposent leur bilan en août 1958.²⁵.



Figure 14 La France horlogère, août 1950

En 1959, M. Roger Odobez fournit à la Banque de France le bilan suivant : Odo fabrique des moulinets à tambour fixe pour la maison Mitchell à La Cluse, des carillons muraux et des pendulettes murales, principalement de cuisine à mouvement mécanique ou électrique.

_

²⁵ AD Jura 2ETP19.

Chez Odo aussi, la vente des carillons baisse inexorablement : Odo fabriquait 35 000 carillons en 1952, 27 800 en 1957 (dont 15 000 pour l'Asie en pièces détachées ; une usine de montage de carillons est installée à Saigon) ; et 26 300 en 1958.

Sa production de pendulettes en revanche augmente : en 1957 33 000 pendulettes murales dont 7 000 électriques et 6 000 mouvements en pièces détachées ; 36 000 en 1958 dont 10 000 électriques. La semaine de travail est de 45 heures.

Les difficultés à l'export ne sont pas résorbées : les prix de revient de la Forêt Noire sont de 20% inférieurs. M. Odobey exporte difficilement ses pièces vers Saigon à cause des tensions internationales avec le Vietnam. Les exportations vers le Marché commun sont nulles, dominé par l'Allemagne. Les paiements en provenance du Maroc sont de plus en plus tardifs.

Pour contrer les concurrents du Marché commun, la Banque de France met ses espoirs en 1960 dans un projet de création d'un organisme qui fabriquerait en très grandes séries un mouvement omnibus que chaque maison conditionnerait au gré de sa clientèle, comme cela avait déjà été tenté dans le secteur de la montre²⁶.

Pour terminer, voici, résumé, le tableau des entreprises des communes du canton selon l'inventaire établi par l'INSEE en décembre 1960 (la liste détaillée est présentée en annexe)²⁷:

Bellefontaine: 1 fabricant de boîtes

Bois-d'Amont: 70 établissements layetterie et boîtes

La Mouille: 1 pièces horlogerie (Alex Malfroy); 1 lunetier, 2 mécanique

Les Rousses: 14 lunetiers; 3 décolletage; 1 horloger (Bonnefoy-Claudet)

Longchaumois: 12 lunetiers; 2 mécanique; 2 mètres en métal; 1 lapidaire; 1 boîtes

Morbier: 6 lunetiers, 2 horlogers (Romanet FFR, Gabriel Paget); 1 émailleur,

4 mécanique

Morez: 141 lunetiers 82 mécanique; 8 émailleurs; 6 horlogers (Paget et Odobez-Cadet

horloges d'édifice, Odo, Pierre Camelin, Palmyr Mayet, Gaston Prostdame)

Prémanon: 7 menuiserie ou layetterie; 1 lapidaire

-

²⁶ AD Jura 2ETP18. Voir aussi André Donat, "Situation et perspective de l'horlogerie française", *La France horlogère*, mai 1947, p.60-61.

²⁷ AD Jura 1103W1.

En conclusion,

L'expression « Trente Glorieuses » inventée en 1979 par Jean Fourastier, un proche de Jean Monnet, nous apparaît comme une expression surfaite. Les chiffres macroéconomiques de croissance cachent de grandes disparités, pour ne pas dire des disparitions. L'industrie manufacturière n'a jamais fait partie des priorités des différents plans économiques nationaux. La productivité a reposé d'abord sur l'allongement de la semaine de travail à 48 heures et audelà. La modernisation des entreprises d'horlogerie a été soutenue avec l'invention des mouvements électriques puis à quartz, efforts bientôt réduits à néant par la concurrence asiatique. La fabrication traditionnelle des mouvements mécaniques a disparu et, avec elle, plusieurs entreprises centenaires : Francis Paget (Morez) et Odobey-Cadet (Morez) pour les horloges monumentales, Louis Girod (Morbier), Gaston Romanet (Morez) et Carrez (Champagnole) pour le carillon.

En 1956, après dix années d'aides américaines, les ouvriers dépensent 50% de leur salaire en nourriture et 8% d'entre eux seulement possèdent une voiture ; 10% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Où sont passés les milliards de dollars du plan Marshall ?

Marie-Paule Renaud



Figure 15 Affiche de propagande:
"Par le plan Marshall, coopération intereuropéenne pour un niveau de vie plus élevé".

Annexes

Liste des établissements industriels et commerciaux du canton de Morez en 1960 (Archives départementales du Jura 1103W1, transcription M.-P. Renaud)

Bellefontaine

Morel frères, plomberie

Coopérative fromagère de Bellefontaine

Jobez André, boîtes à fromages Bourgeois Jean, voiturier

Gay Antoine, transport de grumes

Bois d'Amont

Lacroix Joseph, boîtes en bois

Lamy-Roussel, boîtes en bois, frontière

Arbez Pierre, boîtes en bois Lacroix Léon, boîtes en bois Lacroix Simon, fabricant de boîtes

Cretin-Benoît G, boîtes René Lacroix et Cie, boîtes

Lamy père et fils, fabricant de boîtes

Prost Marcel fils et frères (sans précision de métier)

Maitenaz-Bonnefoy et Cie (idem)

Société Lacroix, fabricant de boîtes en bois

Cretin-Arbez frères, boîtes Arbel Maurice, boîtes en bois

Les enfants de L. Cretin-Maitenaz (sans précision)

Cretin-Vandelle boîtes en bois Société Lacroix Denis fils

Etablissement G. Berthet et fils, Les Landes

Lamy Prudent boîtes en bois Veuve Lacroix, fabricant de boîtes

Vandel Paul, fabricant de boîtes en bois, Grande-Rue

Lacroix frères, layeterie, Le Vivier

Arbez-Gindre J, boîtes en bois, rue du Vivier

Cretin René, fabricant de boîtes en bois, La Frontière

Lacroix Marthe, fabricant de boîtes Lacroix Georges, fabricant de boîtes

Roydor Estève, layetier Cretin Gustave, boîtes en bois Arbel-Lacroix-Prost, boîtes

Reverchon M, fabricant boîtes en bois Cretin Hubert, boîtes en bois, Les Landes Jeannin Flavien, layetier, Le Vivier Roydor F, fabrique de boîtes en bois

Lacroix E. boîtes à fromage

Vandel Jean, fabrique de boîtes en bois, route du Vivier

Cretin-Tissot a, boîtes en bois Lamy-Cretin E, fabrique de caisses

Lacroix Ovide, fabrique de boîtes en bois, lieu-dit Les Landes

Vandel Clovis, layetier Cretin Adolphe, boîtes en bois Cretin G, fabrique de boîtes en bois Cretin Léon, boîtes en bois

Veuve Marin Cretin et fils, (sans précision de métier), lieu-dit

Les Landes

Arbez Roger, layetier, rue de Bretagne

Cretin Césarn fabrique de boîtes en bois. Les Landes

Arbez Marc G, fabrique de boîtes en bois

Prost Paul, fabrique de boîtes en bois, Les Meuniers

Lacroix-Buffet, boîtes en bois

Veuve Cretin, fabrique de boîtes en bois, rue des Landes

Cretin Roland, boîtes en bois Cretin-Millet H, boîtes en bois Cretin-Bouland E, boîtes en bois

Lacroix Paul, fabrique de boîtes en bois, Grande-Route

Arbez César et fils (sans précision)
Fils de J. Cretin-Maitenaz (sans précision)

Lacroix Joseph et Cie, boîtes

Société Cretin-Maitenaz-Bousset (sans précision)

Bonnefoy Joseph fils, boîtes

Mermet Edouard, boîtes en bois, route du Vivier Société de fabrication de boîtes des Gavottes

Lamy Jean, layetier

Arbez Albert, boîtes en bois Cretin-Benoît J, tournerie Mlle Cretin renée, boissellerie Cretin-Benoît A, boissellerie Lamy Simon, tournerie bois, frontière Cretin André, lapidaire, Les Landes Cretin M, lapidaire fantaisie Vandel Gabriel, fabricant de skis Lacroix-Roydor, fabricant de boîtes

Cretin Simon, tabletterie
Lacroix Marcel, boissellerie
Roydor Lucien, articles de souvenir
Arbez Léon, pots en plastique

Vandel Georges, voiturier, route des Landes

Vandel Albert, voiturier Moret Alexis, voiturier

Mme Arbez-Gindre, transport de marchandises

Fromagerie des Landes d'Aval Société coopérative de fromagerie Société coopérative de fromagerie

Lacroix Alberte, couture Lacroix Jeanne, modes Vincent Etienne, cordonnerie Lacroix A, sciage de bois

Forestier et Cie, scierie, hameau Aux Meuniers

Cretin-Benoît, encadrement ardoises

Cretin G, encadrement en bois, hameau Le Vivier

Cretin-Bouland M, mécanique rurale Vanini Noël, réparation de cycles et motos

Spezia François, maçonnerie Cretin Bernard, maçonnerie Lamy-Chappuis J, maçonnerie Arbez Irénée, maçonnerie Macchi Jean, maçonnerie, Bouvier André, menuiserie Cretin Albert, menuiserie

Vandel Désiré, menuiserie ébénisterie

Bouvier Gabriel, menuiserie Lacroix D, menuiserie ébénisterie Vandel Paul, menuiserie ébénisterie Roydor Joseph, ferblantier en bâtiment Bousset Gabriel, plâtrerie peinture

Petit Pierre, plâtrerie peinture, hameau du Vivier

Collet André, plâtrerie peinture Arbez Georges, boulangerie épicerie

La Mouille

Morel-Mottet C, fabrique d'outils mécaniques

Malfroy Élie, forge

Genêt Georges, décolletage

Malfroy Alex, fabrique de pièces d'horlogerie

Les fils de E. Girod, lunetterie Ponsard Lucien, fromagerie

Les Rousses

Rabasa Joseph, carrières

Lamy John et fils, nickelage

Morel père et fils, polissage, Sous les Barres

Prost Marcel, décolletage

Lacroix Roger, réparations autos

Mandrillon Félix, réparations cycles

Bonnefoy-Claudet E, horlogerie

Gauthier Manuel, lunetterie

Richard Colin et Cie, lunetterie

Tournier Ed. et Cie, lunetterie, Faubourg

Buffard Jules, lunetterie

Les fils d'Edouard Berthet (sans précision)

Mathieu Frères, lunetterie

Mathieu Frères et Cie, lunetterie

Tardy René, fabricant pièces lunetterie

Société Buffard Gabriel, lunetterie, La Doye

Grand-Chavin et Lamy, lunetterie

Grenier M. et P., lunetterie

Fabrication de lunetterie du Haut-Jura, Le Gravier

Berthet Pierre, lunetterie

Buffard Edmond, lunetterie, La Doye

Vandelle Robert, maçonnerie, La Cure

Bonnefoy André, maçonnerie

Franzosi et Cie, maçonnerie

Fournier Raymond, charpente

Lacroix Robert, menuiserie

Chevalier-Girod J., menuiserie

Perrad père et fils, menuiserie

Ets Gauthier, menuiserie, La Doye

Dumont-Fillon J., menuiserie charpente, La Cure

Société Fournier-Humbert-Brun

Jean Prost, couverture zinc

Oudet Louis, couverture plomb

Millos Lucien et Cie

Romand Raymond, peinture décoration, Les Landes

Tissot Henri, plâtrerie peinture, La Cure

Ponsero B, plâtrerie peinture

Lamy-Rousseau A, plâtrerie peinture, Le Vivier

Pernot-Marino Léon, peinture

Bonnefoy-Claudet A, installations électriques

Siraud R, installateur électricité

Rabasa Daniel, TP terrassement, Le Sagy

Bailly-Maître M, boulangerie

Lizon frères, boulangerie pâtisserie

Gauthier père et fils (sans précision)

Mme Howald Marcelle, fromagère

Société fromagère des Berthet

Société coopérative fromagère, La Bourbe

Clément Emmanuel, scierie

Etablissement Jurabois, scierie, La Doye

Société Prost L. et C., scierie, La Doye

Veuve Lamy, scierie, La Doye

Lézat

Chambard Roger, menuiserie

Labourier Paul, voiturier

Camelin Adrien, voiturier, hameau Les Mouillés

Labourier André, voiturier

Labourier Germain, voiturier

Longchaumois

Vandelle Charles, outillage mécanique

Vandelle Clément, mécanique rurale

Vandelle Robert, mécanique rurale

Moret Jean, charronnage, forge

Poussier Joseph, maréchal, forge

Etablissements Charles Chavin et fils (sans précision)

Grenier-Boley Richard et fils idem

Prost-Rosset, mètres en métal

Prost-Romand Félix, lunetterie

Prost-Romand M. lunetterie

Prost-Roman R, lunetterie

Rabut F, montage de lunettes

Prost-Romand L, lunetterie, 58, Grande-Rue

Mme Prost-Romand C, lunetterie, 2, Grande-Rue

Société Prost-Boucle, lunetterie

Beaud Henri, lunetterie, 21, Grande-Rue

Chevassus et Cie, lunetterie

Beaud Honoré, lunetterie, 15, Grande-Rue

Michaud-Mottet René, lunetterie

Piolini Maxime, maçonnerie, 49, rue Principale

Tournier Bernard, maçonnerie

Ponard frères, menuiserie charpente

Robez et Lanaud, menuiserie charpente Robez, V, plombier installateur sanitaires

Souvet Léon, boulanger pâtissier

Société de fromagerie Rosset à la Combe

Société de fromagerie

Colin Berthe, broderie

Monneret Rose, broderie

Jequier Maurice, sciage de bois

Gouverneur Adrien, scierie Perrin Albert, scierie

Etablissements Vandelle, ébénisterie, 13, Grande-rue

Cottet André, taille de diamants

Grenier-Bolay Léonce (sans précision)

Bourgeois C, coffrets en bois

Cretin Gaston, taxi

Panisset Albert, transport de lait

Gaulaz Alfred, voiturier

Morbier

Girod Louis, lunetterie, Les Marais

Bourgeois Ch[arles] et fils, route de Tancua, [lunetterie]

Bailly-Comte frères, lunetterie Reverchon René, lunetterie

Humbert Constant, lunetterie

Carnevalli Jean, lunetterie

Gabel Dominique, maçonnerie

Paget Gabriel, mécanique générale et horlogerie

Paul Morel et fils [mécanique]

Gaudard A et P [estampage, mécanique]

Bourg Joanny, fabricant de plaques émaillées

Veuve Peccaud, moteurs électriques Les fils de F Romanet, horlogerie Barba Richard, maçonnerie Gabel Pierre, maçonnerie Spadone Pierre, maçonnerie

Balland frères, maçonnerie Romand André, menuiserie

Romand Marcel, menuiserie, Les Buclets Blondeau Robert, menuiserie, Les Buclets

Bailly-Basin frères, menuiserie Hirchi Paul, plâtrerie peinture Veuve Paget, boulangerie Bailly Michel, boulangerie Millet E, boulangerie pâtisserie

Cochard Henri, fabricant de fromages, Les Marais

Humbert Jeanne, couture Romand André, sciage de bois Bénier Lambert, scierie Vuaillat R. meubles

Bosson Camille, sculpture [sur bois, cabinets horloges]
Profili Gilbert, sculpture [sur bois, cabinets horloges]

Griffond A, vernissage bois

Société Girod Suberg France (sans précision)

Paget Maxime, brosserie

Lallemand Léopold, voiturier, Les Prélaz

Morel Jean, voiturier Sadier Gustave, voiturier

Mandrillon Noël, voiturier, Les Marais

Cretin Léon, voiturier Viard Henri, voiturier

Bailly-Basin M, voiturier, La Combe

Bailly-Basin André, voiturier

Bailly-Comte Jules, voiturier, La Combe Morel Jean, voiturier, Les Marais

Morel-Maréchal, transport de lait, hameau Les Frasses

Morez

Paget Marius, lunetterie, 1, rue Pierre-Morel
Braize Georges, lunetterie, 6, rue Victor-Hugo
Levet André, lunetterie, 100, rue de la République
Maurice Alfred, lunetterie, cour Paul-Odobey
Tissot Denis, lunetterie, 161, rue de la République
Durrafourg Emilien, lunetterie, 1, Morez-Dessus
Petite Henri, montage de lunettes, 8, rue Pierre-Morel
Offner Pierre, montage de charnières, 18, rue de la Citadelle
Veuve Boudet Hélène, lunetterie, 165, rue de la République
Robez Ramez, lunetterie, 28, rue de la République
Guy Pierre, charnières, cour Paul-Odobez

Labourier Roger, charnières, 60, rue de la République

Humbert-Brun Fernand, lunetterie, cour Paul-Odobey

Boffelli Victor, lunetterie, 1, rue de la paix

Petit-Prost Joseph, lunetterie, 84, rue de la République

Garnier A, lunetterie, 21, rue de la Concorde

Bourdenet-Cathenoz, lunetterie, 9, rue de la Citadelle

John Roger, lunetterie, avenue de la Gare

Grenier Prudent, lunetterie, 87, rue de la République Vuillet Gaston, lunetterie, 127, rue de la République

Sté de fab. générale d'optique lunetterie, 17, rue du Dr-Regad Romand Aimé, fourniture lunetterie, 92, rue de la République Lavenne M, polissage lunettes, 54, rue de la République

Société Lamy-Prost, lunetterie, 6, rue Poupin

Pelletier Léon, lunetterie, 33, rue de la République Darnon René, lunetterie, 15, rue de la République Société Labor Rac, lunetterie, 197, rue de la R Paget-Blanc-Lacroix et Cie, 23, rue de la R Penot frères, lunetterie, 2, rue traversière Jacquet René, lunetterie, 35, rue de la R

Société Gouverneur-Audigier, lunetterie, 66, rue de la R Cottet-Pesenti et Cie, lunetterie, 22, rue Wladimir-Gagneur

Collet et Cie, lunetterie, 57, rue de la R

Auguste Lamy Fils, lunetterie, 15, rue Wladimir-Gagneur

Robbez Ramez, charnières, 187, rue de la R
Union des fabricants de lunetterie, 145, rue de la R
Ferrez L. et Cie, lunetterie, 2, place Henri-Lissac
Vinsard et Tonetti, lunetterie, 84, rue de la R
Vuillet et fils, lunetterie, 160, rue de la R
Morel Henri, lunetterie, 6, Morez-Dessus
Perrad et Cie, lunetterie, 136, rue de la R
Saillard Robert et Cie, lunetterie, 2, rue Poupin

Vuillet Gaston et Cie, lunetterie, 10, rue de la Promenade

Henry René, lunetterie, 35B, rue de la R Société Savoia lunetterie, rue de l'Industrie

Mandrillon René et Cie, lunetterie, 13, quai Aimé-Lamy

Société lunetterie Aurore, 98, rue de la R Paget Julien, lunetterie, 27, rue de la Concorde Vuillet E et fils, lunetterie, 141, rue de la R

Salino et Robbez, lunetterie, 15, rue Docteur-Regad Gaulaz P et Cie, lunetterie, avenue de la Gare Société Georges Baud, lunetterie, cour Paul-Odobey

Société B C V, lunetterie, rue de l'Industrie
Cottier Marcel, lunetterie, 24, rue de la R
Benoît Roger, lunetterie, 3, rue de l'Industrie
Paget Maurice, lunetterie, 60, rue de la R
Buffard Henri, lunetterie, 2, quai Jobez
Colson Henri, lunetterie, 68, rue de la R
Bourot Gabriel, lunetterie100, rue de la R
Lamy Jules et fils, lunetterie, avenue de la Gare

Les fils d'A. Lamy-Jeantet, 167, rue de la R Huguenin frères et Cie, 1, quai Aimé-Lamy Société des lunetiers, 194, rue de la R Janey Robert, lunetterie, 12, quai Aimé-lamy Roydor André, lunetterie, 19, quai Aimé-Lamy Fabrique morézienne de verres optiques Bourgeat J. et fils, lunetterie, rue de la Citadelle

Badoux René, lunetterie, 17, rue Docteur-Regad Coopérative des lunetiers réunis, 5, rue de la Concorde Société Colin L. et fils, lunetterie, rue des Essarts Société Paget-Morel, lunetterie, 4, rue voltaire Jeunet et Cie, charnières, 6, rue de l'Evalude

Jeunet et Cie, charnières, 6, rue de l'Evalude Société G. Prost, charnières, 2, rue Gambetta Jeantet Léon et Cie, lunetterie, 214, rue de la R Pierre Finasse (décolletage), 6, rue Pierre-Morel Société Chevassus Noël, lunetterie, 90, rue de la R

Cottet Frères, lunetterie, 11, quai Jobez

 $\label{thm:continuous} \textbf{Veuve Janier-Dubry fils, lunetterie, rue Pierre-Morel}$

Morel Marius, lunetterie, 101, rue de la R Société Essor, lunetterie, 4, rue Pasteur Société Paul Cochet, lunetterie, 2, rue Poupin Barelle André, lunetterie, 5, rue Raspail Lamy-Jeune, 45, rue Wladimir-Gagneur

Société L. Chavin-Rousseau, lunetterie, 45, rue W-Gagneur

Fils d'Albin Paget, lunetterie, 15, rue Emile-Zola Genoud Georges, lunetterie, 35B, rue de la R Lamy-Charrier, lunetterie, 98, rue de la R Lizon et Cie, lunetterie, 199, rue de la R Les Fils de Guillaume J., 28, rue Victor-Hugo Griffond frères, lunetterie, 98, rue de la R Girod R. et fils, lunetterie, 29, rue Emile-Zola Millet Maurice, lunetterie, 1, rue de la R Les fils de Baud D., lunetterie, 130, rue de la R Société Luneco, lunetterie, 149, rue de la R Cock L. et Cie, lunetterie, avenue de la Gare Fils de Dionis Bailly-Maître, 5 rue de la Citadelle Moret Jean, charnières, 7, rue Raspail Alwin Michel, lunetterie, 151, rue de la R Bussod Gabriel, lunetterie, 8, quai Aimé-Lamy Sonzogni Auguste, polissage, rue de la Gare Lamy-Quique, montage de verres, 14, rue Victor-Hugo Société Jacquemin-Robez, lunetterie, route de La Mouille Romanet Jean, lunetterie, 7, rue Wladimir-Gagneur Danrey G., charnières, 137, rue de la R Mignot G, charnières, rue Pierre-Morel Cretin André, charnières, rue de la Promenade Carrel Gilbert, lunetterie, rue de la Paix Grenier Emmanuel, lunetterie, 2, rue Poupin Gauthier Aimé, lunetterie, 4, rue Wladimir-Gagneur Vesco Jean, charnières, rue Gambetta Robbez-Masson, 31, rue Emile-Zola Veuve Musy, polissage branches, 2, rue Ernest-Renan Bailly-Comte J., polissage, 187, rue de la R Besançon M., lunetterie, Rondelli Marius, lunetterie, 3, rue de la Concorde Michalet Raoul, lunetterie, 1, rue Pierre-Morel Pelus Roland, , lunetterie, 7, rue Wladimir-Gagneur Levet L. polissage, 29, rue Emile-Zola Ponard Simon, lunetterie, 2, rue Ernest-Renan Guyon Henri, lunetterie, 17, rue de la Citadelle Smaniotto V., lunetterie, 2, rue Fenandre Grand-Chavin J., lunetterie, 3, rue Raspail Frigiolini C. polissage, 4, rue Considerant Morand Georges, lunetterie, 5, rue de la R Girardet P., branches, 145, rue de la R Golay Claude, lunetterie, 16, quai Aimé-Lamy Petite Christian, lunetterie, rue Pierre-Morel Vuillet-à-Ciles F. charnières, 100, rue de la R Société Jacquemin, lunetterie, avenue de la Gare Société Grenier-Soliget, lunetterie, avenue de la Gare Girod et Malfit, charnières, avenue de la Gare Société Cretin-Billet et fils, lunetterie, avenue de la Gare Société Laronde et Cie, lunetterie, avenue de la Gare Crotti Sante, ferronnerie, 1B, rue de la R Ganeval L. plaques émaillées, 16, rue Pasteur Lamy Lucien, plaques émaillées, 25, rue de la Concorde Guyon Louis, plaques émaillées, 149, rue de la R Levet Maurice, émaillerie, cour Paul-Odobey, Société émaillerie CH. Bourgeois, 64, rue de la R Durafourg mère et fils, 3, rue Emile-Zola Forestier H., plaques émaillées, 10, rue Pasteur Perrad Albin, plaques émaillées, 60, rue de la R Caire Jules, plaques émaillées, 14, rue Pasteur Les enfants de E. Ponard, émaillage, 196, rue de la R Girod Marceau, plaques émaillées, rue Lamartine Vergue Jean, réparation autos, 191, rue de la R Lambert Roger, réparation autos, 191, rue de la R Nublat Lucien, réparation autos, 224, rue la R

Rosset Edmond, réparation autos, 14, La Promenade Blanc Gilbert, carrosserie, 20, rue Emile-Zola Saillet Louis, réparation cycles, 70, rue de la R Lyon Gabriel, réparation cycles, 232, rue de la R Société industrielle des transformateurs, cour Paul-Odobey Grenier A., accumulateurs, 211, rue de la R Guillaume Pierre, réparateur radio, 144, rue de la R Horlogerie Odo, avenue de la Gare Mayet Palmyr, horlogerie, rue de l'Industrie Romanet G[aston] et fils horlogerie, Morez-Dessus Prostdame Gaston, horlogerie, 5, rue de la R Camelin Pierre, horlogerie, 200, rue de la R Société Odobez-Cadet, horlogerie, 13, rue de La Promenade Paget Ch. fabrique horloges publiques, 3, rue des Forges Gouverneur Roger, lunetterie, Morez-Dessus Ganeval et Cie, lunetterie, rue de l'Industrie Bourgeois Frères, lunetterie, 2, rue Gambetta Besson Henri, lunetterie, 1, rue Pierre-Morel Michel Maurice, carrière de sable, route de Saint-Claude Cladi Frères, fonderie fonte, 5, rue Pierre-Morel Genet Marcel, fonderie, fonte, cour Paul-Odobey Berger et Metral, fabricant outils, cour Paul-Odobey Société GU de fabrique de mèches, 33, rue Emile-Zola G. Mayet et Paget frères, (sans précision), 139, rue de la R Lettraz M. mécanique générale, 168, rue de la R Bénier-Rollet frères, mécanique générale, 6, rue Pierre-Morel Camelin Maurice, mécanique générale, 17, rue W-Gagneur Société Guysa, fabrique objets mécaniques, Morez-Dessus Retord Henri, charronnage, Morez-Dessus Pasteur M. polissage, nickelage, rue Pierre-Morel Veuve Pelletier, nickelage, avenue de la Gare David Gaston, polissage, 195, rue de la R Mme Benoît-Gonin nickelage, 5, rue de la Concorde Rencurel P., dorure métaux, 56, rue de la R Barbe F. dorure articles métalliques, 94, rue de la R Verna Gaston, décolletage, avenue de la Gare Soc expl. établ. Vital Singer, rue de l'Industrie Sarran A. et fils, décolletage, 98, rue de la R Griffond John, décolletage, 13, rue de la R Romanet C. et Cie, décolletage, 16, rue Gambetta Guillard Paul, décolletage, 2, Morez-Dessus Barbaud Gabriel fabricant outils, 30, rue Wladimir-Gagneur Forestier Ch, émaux d'art, le Petit-Quai Veuve Buffard, maçonnerie, route de Saint-Claude Maruzzi Germain, maçonnerie, rue Traversière Cheveau Marcel, maçonnerie, 2, rue Ernest-Renan Vanheee Jean, maçonnerie, 2, rue Gambetta Di Lena Lino, maçonnerie, route de La Mouille Veuve Iseppi Gisele, maçonnerie, 25, rue Wladimir-Gagneur Morandi Henri, maçonnerie, avenue de la Gare Veuve Paget et fils, menuiserie, 17, rue de la République Calderoni C, menuiserie ébénisterie, 38, rue Wladimir-Gagneur Guyot Charles, cimentier, 5, rue Ernest-Renan Rochet Marcel, charpente, 11, rue de la République Delorme Paulette, fabricant de jouets, 9, rue Emile Zola Levet Raymond, polissage, 16, rue de la République Les Fils d'Auguste Inabhit, 20, rue Voltaire Jean-Prost M, fabricant de commodes, 129, rue de la R Emonoz Louis, polissage matières plastiques, 226, rue de la R Rousseau P, découpage lunettes, rue de la République Farghin H, polissage matières plastiques, 10, rue de la Citadelle Fornelli P, polissage matières plastiques, 211, rue de la R

Lamy Lucien, camionnage, 15, rue de la Promenade Laperrière frères, transports, 2, rue Merlin Veuve Jeanmougin, transports de bois, les Chalettes Société Robez, transport de marchandises, 22, rue Victor-Hugo Arnal Alfred, location autos, 33, rue de la République Seibert Richard, zinguerie, 132, rue de la République Moureau A, zinguerie, 12, rue Ernest-Renan Société Brenet-Maître et Fumey, 5, quai Jobez Gontero M, installations sanitaires, 98, rue de la République Vian S., plomberie, La Citadelle Pini R, sanitaire, 26, rue de la République Vian Sylvain, plomberie, rue Victor-Hugo Gontero J et Cie, chauffage, rue du Docteur-Regad Faussurier et Cie, serrurerie, 5, quai Jobez Smaniotto Angele, peinture, 14, rue de la Promenade Manzoni Jean, plâtrerie, 45, rue Wladimir-Gagneur Manzoni P, plâtrerie peinture45, rue Wladimir Gagneur Capelazzi A, plâtrerie peinture, 45, rue Wladimir-Gagneur Ricardon Joseph, peinture, 173, rue de la République Bertelletti P, peinture, 143, rue de la République Hugues Gilbert, peinture, 21, rue de la république Manera Robert, peinture, 152, rue de la République Montaldi Maurice, peinture, 73, rue de la République Courme Robert, installation électrique, Les Essarts Belletto Jean, installation électrique, 129, rue de la République Alpe Antonio, installation électrique, 15, quai Jobez Gremion Henri, installation électrique, 32, rue de la République Entreprise jurassienne TP, rue Lamartine Barras Jacques, boulangerie, place Henri-Lissac Prost Georges, boulangerie, 126, rue de la République Paget Marcel, boulangerie, 204, rue de la République Girod Roger, boulanger pâtissier, 4, rue de la République Maillard Xavier, boulanger pâtissier, 175, rue de la République Marchand Henri, pâtisserie, 137, rue de la République Bonnefoy-Claudet, pâtisserie, 4, rue Henri-Lissac Girod Aimé, pâtisserie, 148, rue de la République Pernodet Daniel, boulangerie épicerie, 43, rue de la République Castiglioni A, boulangerie épicerie, 5, rue de la République Deniset Jean, fromagerie, 187, rue de la République Chavin C, couture, 45, rue Wladimir-Gagneur Marcodini Marguerite, couture, 29, rue Pasteur Mlle Ceria Marricia, couture, 205, rue de la République Haltier Louis, tailleur habits, 142, rue de la République Veuve Prost-Dalloz Louise, modes, 152, rue de la République Mme Bailly-Bechet V, modes, 53, rue de la République Borego José, cordonnerie, 175, rue de la République Despert Clément, cordonnerie, 10, quai Jobez

Gauthier-Rozier et Cie (sans précision), 14, rue Pasteur Fils de Bouvet Henri, scierie, Les Essarts Charnal Robert, scierie, Les Essarts Scherrer B, caisserie parquet, 2, rue Pierre-Morel Bondy André, menuiserie, rue Voltaire Lacroix Georges, menuiserie, Les Essarts Humbert Edmond, menuiserie, 31, rue Emile Zola, Thouverez Jean, menuiserie, rue Pierre-Morel Voutaz et Guyon, menuiserie ébénisterie, 33, rue Emile-Zola Veuve Barroy H et fils, 1, rue de la Concorde Paget André, menuiserie, 73, rue de la République Paget-Blanc J, charpente menuiserie, , Les Essarts Buatois Georges, zinguerie, 13, rue Voltaire Mazué Rémy, ferblanterie bâtiment, 4, rue Wladimir-Gagneur Grandperret Maurice, caisses, 208, rue de la République Gauthier Bernard, fabricant de meubles, 14, rue Pasteur Verguet Jean, ébénisterie, 56, rue de la République Bailly-Maître M, ébénisterie, 5, Morez-Dessus Ribeaud et Paget (sans précision), Morez-Dessus Berthozat Aubert, matelassier, 5, rue de la République Veuve Joly Aimé, cartonnages, 5, rue Aimé-Lamy Cornier Henri, fabricant de cartonnages, 38, rue W-Gagneur Société Cellano, fabricant de pochettes, 116, rue de la R Société imprimerie du Haut-Jura, 111, rue de la République Ratier Roger, photographie, 4, rue Henri-Lissac Société Buffard, pierres synthétiques, 37, rue de la République Guy P, taille pierres fines, 33, rue Emile-Zola Delorme Raymond, fabricant de jouets, 9, rue Emile-Zola

Prémanon

Grenier Gaston, menuiserie
Dumont-Girard J, menuiserie ébénisterie
Masson Marcel, menuiserie
Jacquemin Camille, scierie
Prost Maurice, caisserie
Jacquemin Clément, layetier
Prost Marius, boîtes en bois
Jean-Prost Joseph, ébénisterie
Bourgeois R, fabrique de pierres synthétiques
Romand Louis, voiturier
Delorme Marcel, voiturier
Gauthier André, voiturier

Tancua

Sté Electrique de Morez du Jura Vincent Georges, charron, forge Bouveret René, fromagerie Camelin Georges, voiturier

Raymond Antoine, cordonnerie, 15, rue de la République

Malabre et Gillet, sciage, 7, rue de la République